



Forum régional TAPSA
« Recherche et plaidoyer en faveur
de l'agroécologie dans les pays andins »

Synthèse des apports et débats



12 - 14 juin 2023
Buga, Colombie



Forum régional TAPSA 2023

« Recherche et plaidoyer en faveur de l'agroécologie dans les pays andins »

12 - 14 juin 2023
Buga, Colombie

Synthèse des apports et débats



Ce document est un produit du Forum régional « Recherche et plaidoyer en faveur de l'agroécologie dans les pays andins », qui s'est tenu au sein de l'*Instituto Mayor Campesino* (IMCA), dans la ville de Buga, Valle del Cauca, Colombie, du 12 au 14 juin 2023. Il complète les Actes du Forum¹ et la Déclaration de Buga² ratifiée par les participants et participantes à l'issue du Forum.

Forum régional TAPSA 2023. « Recherche et plaidoyer en faveur de l'agroécologie dans les pays andins », 12-14 juin 2023.

Synthèse des apports et débats du Forum régional TAPSA 2023. « Recherche et plaidoyer en faveur de l'agroécologie dans les pays andins » / Programme de Transition vers une Agroécologie Paysanne au service de la Souveraineté Alimentaire - TAPSA ; Robin Villemaine ; Lorenzo Soliz ; Valerio Paucarmayta.

La Paz : IPDRS, 2023.

30 p. ; photos ; graphs ; tblx. ; 21 x 28

D.L. : 4-2-5260-2023

ISBN : 978-9917-9737-0-6

/ AGROÉCOLOGIE/ SYSTÈMES AGROÉCOLOGIQUES / AGRICULTURE DURABLE / ACCÈS À LA TERRE / PETITS PRODUCTEURS / COMMUNAUTÉS INDIGÈNES / COMMUNAUTÉS RURALES / ÉCONOMIE PAYSANNE / PLAIDOYER POLITIQUE / PLAIDOYER SOCIAL / POLITIQUES PUBLIQUES / ORGANISATIONS SOCIALES / PAYS ANDINS/ BOLIVIE / COLOMBIE / ÉQUATEUR / PÉROU/ BIEN VIVRE

D.R. © 2023 TAPSA,

D.R. © 2023 IPDRS (Édition)

Forum co-organisé par le Programme TAPSA et l'Université nationale de Colombie (UNAL), site de Palmira.

Soutien technique : CCFD-Terre Solidaire (France).

Programme TAPSA financé par l'Agence Française de Développement (AFD), le CCFD-Terre Solidaire, Manos Unidas, la Fondation ACTES et les Sœurs Auxiliaires.

Rédaction : Robin Villemaine (CCFD-Terre Solidaire), Lorenzo Soliz (IPDRS), Valerio Paucarmayta (CBC).

Mise en page : Fabrizia Palenque

Couverture : Jhomira Quintana Peceros, Apurimac, Pérou. 1er. Prix du concours « *Visiones de la agroecología para el Buen Vivir* ». TAPSA, 2023.

Photographies : TAPSA, IPDRS et Jacqueline Dávalos.

Production : TAPSA-IPDRS La Paz - Bolivie

Adresse : Av. 20 de octubre. N° 2396, casi esq. Belisario Salinas. Edif. María Haydee Piso 12. Zona Sopocachi). Code postal : 9052. La Paz – Bolivie. Téléphone : (591-2) 2115952

E-mail : ipdrs@ipdrs.org

Site Web : www.ipdrs.org

Le contenu de ce document n'engage que ses auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'AFD et des autres bailleurs du programme.

1 <https://ipdrs.org/index.php/publicaciones/memorias/impreso/192>

2 <https://ccfd-terresolidaire.org/pays-andins-forum-tapsa-agroecologie-buga-2023/>

Remerciements

En premier lieu, nous exprimons notre gratitude envers tous les participants et participantes du Forum pour leurs précieuses collaborations en tant que représentant·e·s d'organisations de développement, de mouvements sociaux et du monde universitaire engagé·e·s dans l'agroécologie en Colombie, en Équateur, au Pérou, en Bolivie, en France et en Espagne : AGRECOL Andes, AGRUCO, CBC, CCFD-Terre Solidaire, CIPCA, COOPERACIÓN, CELIA, FOVIDA, GRET, IDMA, IMCA, IPDRS, MAB, MAELA, Manos Unidas, REDMAC, SOCLA, UNAL, UNALM.

Nous tenons à souligner tout particulièrement la contribution de l'*Instituto Mayor Campesino* (IMCA), qui a accueilli cet événement avec un grand professionnalisme et dévouement, permettant le déroulement du Forum dans les meilleures conditions.

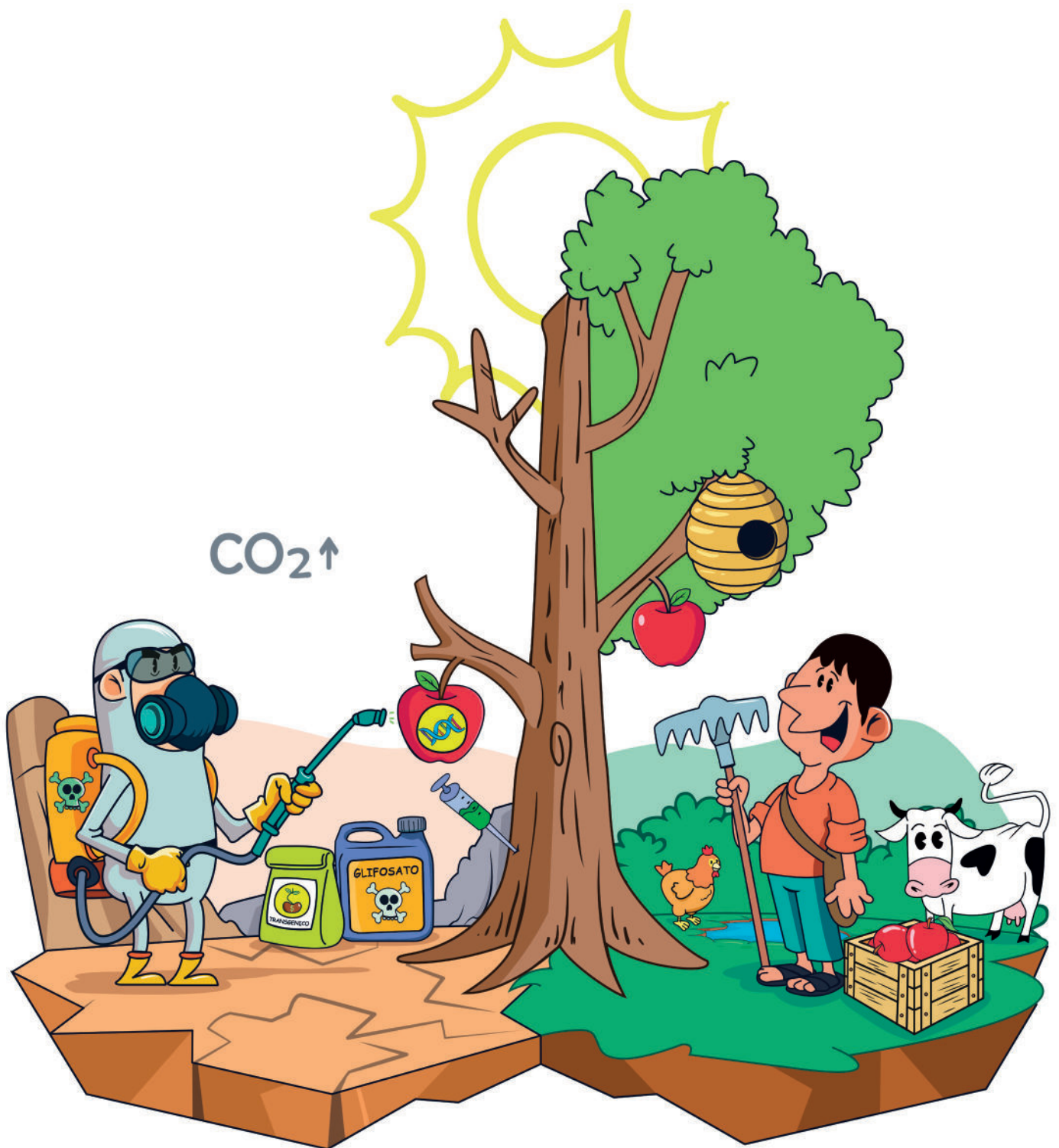
Nos remerciements vont également à l'Université nationale de Colombie (UNAL), site de Palmira, co-organisatrice de l'événement, pour ses contributions et son soutien technique.

Nous exprimons notre reconnaissance envers l'Agence Française de Développement (AFD), le CCFD-Terre Solidaire, Manos Unidas, la Fondation ACTES et les Sœurs auxiliatrices pour leur soutien financier au Programme Transition vers une Agroécologie Paysanne au service de la Souveraineté Alimentaire - TAPSA.

Enfin, nous adressons nos remerciements à Marina Sánchez de Prager (UNAL-site Palmira), Ana Carolina Ochoa (IMCA, Colombie) et Ricardo Zacarías (FOVIDA, Pérou) pour leurs relectures.

Sommaire

Remerciements	5
Sommaire	7
Introduction	9
1. À propos des enjeux et conditions multiples du succès sociétal de l'agroécologie	10
1.1. Un autre regard sur les producteurs, productrices et sur l'agroécologie.....	11
1.2. Accès à la terre et à l'eau	12
1.3. Accès aux services de base	13
1.4. Accès aux marchés et à des prix justes	14
1.5. Formation et accompagnement technique adéquat	15
1.6. Technologies adaptées pour alléger le travail.....	15
2. Leviers stratégiques pour la promotion de l'agroécologie	17
2.1. Proposer d'autres récits et les étayer avec des preuves	18
2.2. Encourager les unités de production et territoires « leurs d'espoir »	19
2.3. Développer des services utiles aux producteurs et productrices.....	19
2.4. Plaider pour des politiques publiques, des dispositifs de mise en œuvre et des budgets en faveur de l'agroécologie	20
2.5. Influencer sur les secteurs sociaux et en particulier sur le monde universitaire.	21
2.6. Renforcer les organisations de la société civile et les réseaux	22
3. Retour sur quelques débats clés du Forum	24
3.1. Comment définir l'agroécologie ?.....	24
3.2. Qu'attendre du plaidoyer politique ?.....	26
3.3. Manque-t-on de preuves en faveur de l'agroécologie ?.....	29
3.4. Quels savoirs et quelles technologies pour l'agroécologie ?	30
Conclusion	34



Introduction

Au cours de la dernière décennie, l'agroécologie a obtenu une reconnaissance institutionnelle au niveau international en tant qu'alternative au modèle de développement agro-industriel pour faire face simultanément à de multiples défis contemporains : sécurité et souveraineté alimentaire, durabilité écologique, résilience sociale, adaptation au changement climatique, développement harmonieux des territoires dans le respect des droits humains et souci d'équité sociale. L'agroécologie continue cependant de faire face à une forte opposition. C'est pourquoi il est essentiel de poursuivre sa promotion, en cherchant à questionner, renouveler et partager nos stratégies et méthodologies d'action.

Le Forum régional « Recherche et plaidoyer en faveur de l'agroécologie dans les pays andins » s'est tenu à Buga, Valle del Cauca, en Colombie, du 12 au 14 juin 2023. Ses principaux objectifs étaient les suivants : 1) identifier et partager les preuves des avantages agro-environnementaux et socio-économiques des systèmes agroécologiques ; 2) réfléchir sur les modalités et stratégies de mise à échelle de l'agroécologie ; 3) favoriser le dialogue et les synergies entre représentants du monde académique, des mouvements sociaux, des institutions de développement et de la coopération internationale.

En complément des Mémoires du Forum et de la Déclaration de Buga, ce document propose de systématiser les principales contributions et discussions abordées lors du Forum. Ce document ne prétend pas être exhaustif, mais propose un ensemble de réflexions et débats qui mériteraient d'être approfondis. Il laisse de côté, inévitablement, de nombreux aspects pertinents des transitions agro-écologiques, que ce soit parce qu'ils n'ont pas été abordés de manière centrale lors du Forum ou parce que le format court de ce document n'a pas permis de les approfondir.

La première partie du document se concentre sur les principaux défis à relever et les conditions pour réussir une réelle montée en puissance de l'agroécologie. La deuxième propose six leviers stratégiques pour promouvoir l'agroécologie. Enfin, la troisième et dernière partie met l'accent sur des débats de fond qui ont traversé le Forum et qu'il nous semble utile de retranscrire ici afin de nourrir les réflexions des acteurs et actrices engagé·e·s en faveur de l'agroécologie.

1. À propos des enjeux et conditions multiples du succès sociétal de l'agroécologie

Lors du Forum, de nombreuses interventions ont mis en relief les défis et les conditions à réunir pour que l'agroécologie puisse devenir un horizon souhaitable pour la majorité des producteurs et productrices, leurs communautés et, au-delà, pour nos sociétés. Ces défis ont, d'une part, une dimension immatérielle, symbolique voire paradigmatique. Ils sont liés aux conceptions prédominantes sur les mondes ruraux, les jeunes, les femmes, l'alimentation, les formes adéquates de production et les vertus de l'agroécologie. Souvent, ces conceptions sont basées sur des valeurs et des normes cognitives qui tendent à créer des hiérarchies sociales et des visions du futur qui défavorisent l'agroécologie. D'autre part, ces défis sont pragmatiques et matériels, liés aux questions de l'accès et du contrôle des « terres-territoires » (*Tierra-Territorio*), à l'accès aux services de base et spécialisés, à l'accès au marché et à des prix qui permettent aux producteurs et productrices de vivre dignement.

Image 1 :
Ouverture du Forum

Photo : TAPSA,
2023.



1.1. Un autre regard sur les producteurs, productrices et sur l'agroécologie

De nombreuses interventions au cours du Forum ont souligné que la première condition au succès de l'agroécologie est de parvenir à changer le regard porté sur celle-ci et sur la paysannerie en général. Encore trop souvent, l'agroécologie est perçue comme une pratique archaïque, reléguée aux techniques dépassées. Il est impératif de s'opposer à cette vision prédominante imposée par des décennies de domination de la pensée technico-industrielle et d'affirmer que l'agroécologie est ouverte à l'innovation et au dialogue des savoirs, et que ses potentiels sont étayés par de nombreuses preuves. De fait, l'agroécologie peut contribuer à résoudre un grand nombre de problèmes et de défis de nos sociétés : production d'aliments sains et diversifiés, adaptation au changement climatique, préservation de l'environnement et utilisation durable des ressources naturelles telles que l'eau, les sols vivants, la biodiversité des écosystèmes et reliquats de forêts. Au contraire, le modèle agricole-industriel nous condamne toutes et tous, compte tenu de ses graves impacts sur l'environnement et la santé humaine.

« Au début de l'expérience est apparu le concept de "prestige". Les aliments, les plantes, les cultures, les élevages avaient du "prestige". Une *Arracacha* [pomme de terre-céleri] n'a pas le même prestige que le riz ; le blé a un prestige différent de celui de la *Mashua* [capucine tubéreuse]. Il nous fallait travailler sur la question du "prestige". [...] si le directeur de l'école et les enseignants disaient « *l'Oca, l'Arracacha, la Mashua, l'Olluco*, étaient des cultures importantes », la communauté l'acceptait et, plus encore, se sentait valorisée ».

Juan Torres Guevara, UNALM

L'accent a également été mis sur la nécessité de changer de regard sur les producteurs et productrices, en particulier les jeunes, qui se projettent difficilement dans la paysannerie. Sur ce point, les contributions de Julián Ariza et de Ronald Herrera, jeunes chercheurs affiliés à la Société scientifique latinoaméricaine d'agroécologie (SOCLA), ont été importantes, soulignant que les jeunes ruraux ne peuvent être uniquement considérés sous l'angle de la production. Ils possèdent des aspirations et des talents multiples qui méritent d'être pleinement pris en compte.

« Il me semble que la différenciation entre l'agricole et le non agricole, le rural et le non rural, est un trait qui accompagne cette vision moderne du monde, et qui peut se révéler également problématique sur les territoires ruraux car nous n'avons pas besoin exclusivement de formations en agronomie ou de techniciens de la production dans le domaine rural. Nous avons également besoin de philosophes, d'artistes, de chanteurs et chanteuses qui reproduisent la vie et la réaffirmation du territoire, car les dimensions de notre compréhension du mode de vie paysan ne sont pas exclusivement productives. Elles sont aussi spirituelles, historiques, culturelles, territoriales ».

Julián Ariza Arias, SOCLA

Enfin, nombre d'intervenants et d'intervenantes ont exprimé des préoccupations quant à la responsabilité des systèmes d'éducation officiels en tant que vecteurs clés de ces conceptions dévalorisant l'agroécologie et les mondes ruraux.

« L'école telle que nous la connaissons dit à l'enfant paysan : « Tu dois étudier parce que tu ne peux pas rester aussi pauvre que ton papa. » Les jeunes sont ainsi sommés d'abandonner la vie rurale, car les espaces ruraux ont cessé d'être viables. [...] Dans tous les processus de transition agroécologique, et là où se trouvent naturellement les communautés métisses, paysannes, indigènes et afro, nous devons commencer à remettre en question (dans ces processus et lieux) l'école qui n'enseigne pas ce qu'elle devrait enseigner, pour que la vie dans les espaces ruraux soit viable et possible ».

Miriency González Zapata, MAELA

« Il s'avère qu'après deux décennies, nous avons réalisé que ce que nous "tissions", en tant qu'agronomes et écologues, l'école le "détricotait" car elle suscitait l'envie d'émigrer, outre le fait de ne pas connaître et valoriser qu'il puisse exister d'autres connaissances autour des écoles rurales ».

Juan Torres Guevara, UNALM

« Dans le livre *La balle et l'école*³, qui porte sur les communautés mésoaméricaines, des dialogues et des analogies comparaient l'école à la balle de la violence [munition]. De toute évidence, l'école est un facteur de dépaysannisation des campagnes. Il y a de nombreux défis dans cette nécessité de transformer à la racine les façons dont nous apprenons, dont nous échangeons et dont nous nous rapportons au territoire ».

Julián Ariza Arias, SOCLA

Ces changements de conception sont essentiels pour que l'agroécologie, les campagnes, les territoires ruraux-urbains, deviennent une source d'estime de soi, de reconnaissance et de valorisation sociale. Toutefois, la faisabilité de tels changements conceptuels et axiologiques est indéniablement liée à d'autres défis plus pragmatiques tels que l'accès aux services, la génération de revenus ou la qualité du travail.

1.2. Accès à la terre et à l'eau

Une autre condition pour que l'agroécologie puisse se développer concerne l'accès et la défense de la « terre-territoire » (*Tierra-Territorio*). Le foncier reste un sujet de litiges et de graves conflits dans les pays andins-amazoniens. Pour les peuples autochtones et les communautés paysannes, afro-descendantes et les petits producteurs et productrices, la terre-territoire et les ressources naturelles constituent une base essentielle. Elle est le socle matériel et le fondement spirituel de leurs modes de vie et de leur pérennité.

³ *La bala y la escuela (holocausto indígena). Modos en que la educación oficial complementa el trabajo represivo de las fuerzas policiaco-militares en los pueblos indios de México.* Auteur : Pedro García Olivo. <https://pedrogarciaolivo.files.wordpress.com/2014/02/la-bala-y-la-escuela-holocausto-indc3adgena.pdf>.

L'extractivisme minier ou agricole exerce non seulement une pression sur la terre-territoire, mais il les transforme en profondeur, affaiblissant les processus d'organisation sociale et compliquant les efforts de promotion de l'agroécologie. On observe de tels processus dans la zone andine du sud du Pérou, dans le département d'Apurímac, avec la présence de « Las Bambas », l'une des plus grandes mines du monde, comme en témoigne Henry Vásquez de CooperAcción, ou en Colombie, avec la culture de l'avocat Hass, comme le relate Miriency González Zapata (MAELA). Sans droits qui garantissent la sécurité, dans le temps, de l'accès à la terre-territoire, il n'est pas possible de consolider des unités de production et territoires agroécologiques. Il est donc fondamental de recourir à des outils juridiques et dispositifs qui permettent de garantir l'accès individuel et/ou collectif à la terre, mais aussi la capacité d'exercer le contrôle et la défense de la terre-territoire, en encourageant les investissements en faveur des systèmes productifs agroécologiques. Il s'agit là d'un enjeu majeur pour les jeunes qui, très souvent, ne trouvent pas de terre où s'établir, même s'ils le désirent.

« Nous avons besoin de terres pour les jeunes. Qu'ils aillent à l'école et qu'il y ait une transformation, d'accord... Mais après, où vais-je mettre en pratique ce que l'on m'a appris ? Où vais-je construire mon projet de vie, mon rêve, ma maison ? ».

Julián Ariza Arias, SOCLA

Le lien étroit entre terre-territoire, accès à l'eau et contrôle de cette ressource capitale, est également central, et d'autant plus avec les effets des dérèglements climatiques. Dans de nombreuses situations, il existe de grandes inégalités d'accès à l'eau, exacerbées par la tendance à la privatisation de cette ressource au profit de l'extractivisme.

1.3. Accès aux services de base

Beaucoup de personnes abandonnent les espaces ruraux en raison de l'absence ou de la faiblesse des services de base nécessaires pour vivre bien ou pour pouvoir se projeter dans l'avenir : eau de qualité, assainissement, électricité, santé, éducation, accès à Internet, loisirs, etc. Ces besoins peuvent sembler ne pas avoir de relation directe avec l'agroécologie, et pourtant, ce sont des conditions fondamentales dont il faut tenir compte pour améliorer l'attractivité des espaces ruraux pour le Bien Vivre.

« À notre époque, il y a de l'incertitude pour tous les êtres humains, mais c'est un moment particulier pour les jeunes, qui s'exprime par le manque d'accès à des droits, tels que le droit à la santé, au logement, à l'éducation, un manque qui se révèle double ou triple pour ces jeunes, par rapport aux autres groupes. Lorsque l'on adopte une perspective intersectionnelle à ces éléments, ils s'aggravent sur les territoires ruraux et lorsque l'on regarde les conditions des jeunes autochtones, des femmes rurales, des femmes noires et d'autres populations ethniques, les violations de leurs droits sont encore plus grandes et graves que pour les jeunes ».

Julián Ariza Arias, SOCLA

Image 2 : mandala en ouverture du Forum qui représente dans le présent les fruits du travail paysan du Valle del Cauca, Colombie.

Photo : TAPSA - IPDRS 2023



1.4. Accès aux marchés et à des prix justes

Pour les productrices et les producteurs, l'accès à des marchés où vendre leurs produits agroécologiques excédentaires à un prix considéré comme juste constitue une préoccupation centrale. En effet, si l'agroécologie vise, d'une part, à favoriser l'autonomie et la sécurité alimentaire des familles grâce à l'autoconsommation, la génération de revenus est primordiale dans un monde largement marchand. Cela implique que les consommateurs et consommatrices soient sensibilisé-es à l'importance de manger sainement et soient également prêt-es à payer pour la qualité, reconnaissant ainsi la valeur des aliments produits, sans intrants de synthèse pétrochimique par des individus consacrant leur vie quotidienne à cette activité.

Cependant, il est important de souligner la nécessité que les produits agroécologiques soient accessibles à toutes et tous, et non uniquement aux catégories sociales dotées d'un pouvoir d'achat élevé. Le droit à l'alimentation saine est un droit universel, qui ne se limite pas aux plus riches. Cela implique une véritable préoccupation pour la démocratisation des systèmes agroalimentaires.

« Le processus de valorisation est l'un des aspects qui ressort comme parmi les plus importants pour mettre à échelle l'agroécologie, c'est-à-dire lui conférer une valeur économique, accéder au marché, sensibiliser les consommateurs, les systèmes de certification ou les systèmes participatifs de garantie ».

Merelyn Valdivia-Díaz, équipe Société Civile à la FAO

1.5. Formation et accompagnement technique adéquat

Lors du Forum, le problème lié au fait que la grande majorité des institutions de formation et d'assistance technique est totalement dominée par l'approche de la Révolution Verte et les intérêts de l'agrobusiness a été souligné à plusieurs reprises. Les universités continuent de former des professionnel-le-s pour l'agriculture conventionnelle à grande échelle, outillé-e-s de tout le bagage technologique industriel. Il existe peu d'espaces universitaires et académiques où l'on peut aborder l'agriculture durable et, sans doute encore moins, l'agroécologie. Peu d'universités proposent des cours, des filières et/ou des niveaux de troisième cycle sur l'agroécologie. De là découlent les limitations rencontrées par les technicien-ne-s diplômé-e-s des filières agricoles pour promouvoir l'agroécologie et, par conséquent, la nécessité d'influer sur ces espaces académiques.

Les modalités de l'accompagnement technique ont également été questionnées. En effet, les technicien-ne-s ont souvent tendance à adopter une position d'expert-e détenteur des connaissances légitimes et à dire aux producteurs et productrices ce qu'ils et elles auraient à faire. Cette configuration constitue une forme de domination dévalorisante et peu propice à l'innovation. Par opposition, les participant-es du Forum prônent la nécessité de promouvoir des dispositifs plus horizontaux, plus favorables au dialogue entre savoirs et au renforcement de l'autonomie intellectuelle et technique des producteurs et productrices. Dans cette optique, ils et elles mettent en avant les dispositifs d'accompagnement de « Paysan à Paysan » ou les initiatives de « Recherche-Action Participative », en soulignant leur caractère revalorisant et politique. Enfin, les dispositifs d'accompagnement doivent avoir une certaine durabilité dans le temps et ne pas se limiter à la durée des programmes et des projets, que ceux-ci soient publics, privés ou de coopération, qui ont tendance à se retirer ou à se conclure avant même la consolidation des initiatives.

1.6. Technologies adaptées pour alléger le travail

Le travail agricole présente une faible attractivité car il implique un travail physique difficile et peu reconnu. Il nécessite généralement une force physique considérable, expose aux conditions météorologiques telles que le soleil, la pluie et le froid, et, dans la plupart des cas, comporte des risques. Les outils couramment utilisés sont lourds et peu adaptés aux femmes et aux personnes âgées. Il est donc nécessaire de développer des technologies adaptées qui permettent de faciliter le travail, de diminuer les efforts, de gagner du temps, et d'améliorer en même temps l'efficacité de l'utilisation des ressources comme l'eau et la terre.

Toutefois, il convient de souligner la dimension hautement politique de l'innovation technologique. Souvent, les propositions technologiques sont développées et promues par des multinationales qui cherchent avant tout à réaliser des profits, en ciblant les entreprises agricoles les plus riches. Ces technologies ne sont pas conçues pour les agricultures familiales de petite échelle et elles ne s'adaptent pas à leurs conditions, bien que fortement promues par les firmes de l'agrobusiness dans les espaces de gouvernance multilatérale. Cette thématique des technologies n'est pas déconnectée de considérations politiques : des technologies pour quoi ? Pour qui ? Ainsi, au-delà des technologies en elles-mêmes, il s'avère nécessaire de promouvoir des systèmes d'innovation reposant sur des modèles économiques compatibles avec l'horizon agroécologique et, donc, de limiter le pouvoir d'influence de l'agrobusiness.



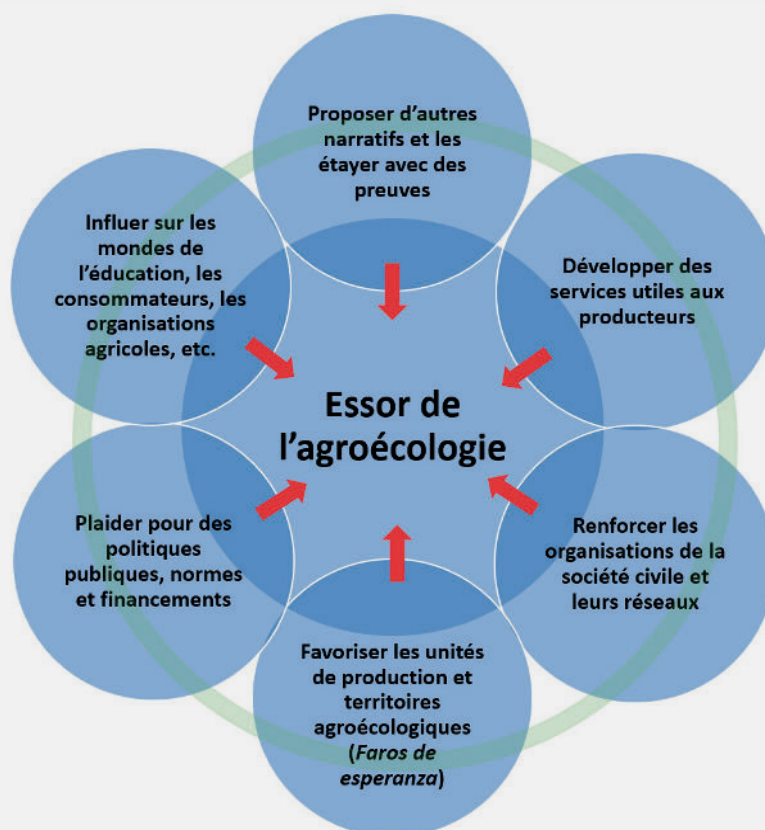
María Camila Sierra Buitrago.
Antioquia, Colombia.
Concours « Visiones de la agroecología
para el buen vivir ». TAPSA, 2023

M. Camila Sierra Buitrago

2. Leviers stratégiques pour la promotion de l'agroécologie

Un objectif clé du Forum était de réfléchir aux stratégies et leviers pour favoriser la montée en puissance de l'agroécologie. Les contributions et les débats ont été nombreux et il est difficile de les aborder séparément. Toutefois, nous proposons de regrouper les principales idées selon six piliers stratégiques (schéma 1).

Schéma 1 :
leviers stratégiques
pour la promotion de
l'agroécologie
(source : auteurs)



2.1. Proposer d'autres récits et les étayer avec des preuves

Un défi fondamental est donc de parvenir à opérer un changement de paradigme profond en faveur de l'agroécologie. Les conceptions sur l'agriculture et l'agroécologie doivent évoluer dans tous les espaces sociaux, en particulier, au niveau des sphères politiques, de l'éducation et de la recherche, des consommateurs et des producteurs. Pour cela, il s'agit essentiellement, d'une part, de rendre visible les dommages provoqués par les systèmes agricoles basés sur les pesticides et la pensée industrielle, et, d'autre part, de mettre en lumière les vertus et avantages des systèmes agroécologiques. Comme l'a rappelé Georgina Catacora Vargas (SOCLA), le monde universitaire a à une responsabilité particulière, en raison de son statut de producteur de connaissance légitime, quand bien même chacun à son niveau peut jouer un rôle dans cet effort de « plaidoyer social⁴ ».

Pour César Escobar (AGRUCO, Bolivie), il s'agit en premier lieu de s'adresser aux **organisations de producteurs**, paysannes et indigènes, compte tenu du fait que, parmi les nouvelles générations, beaucoup considère l'usage des pesticides comme quelque chose de normal.

Il est également nécessaire de sensibiliser **les consommateurs**. Cela est essentiel pour favoriser la mise à échelle de l'agroécologie en s'appuyant sur une demande de produits sans pesticides, sur la base d'une relation horizontale et de confiance entre consommateurs et producteurs de l'agriculture familiale. Cette alliance avec les consommateurs est nécessaire pour garantir des débouchés commerciaux aux produits agroécologiques, mais aussi parce que les consommateurs sont également des citoyens en mesure d'influer sur les politiques.

De même, le plaidoyer au sein des **mondes académiques**, dans les universités, s'avère nécessaire car celles-ci continuent de former des professionnels selon les critères de l'agriculture conventionnelle à grande échelle. Il existe peu d'espaces universitaires et académiques où l'on peut aborder l'agriculture durable et l'agroécologie. Le Groupe de recherches en agroécologie de l'Université nationale de Colombie - site de Palmira⁵ ou le Centre universitaire d'agroécologie de l'Université de Cochabamba, Bolivie⁶ constituent des exceptions inspirantes.

Enfin, comme cela a été souligné par Juan Torres, professeur de l'UNALM, il demeure crucial de réaliser un travail de fond au sein des écoles élémentaires, des écoles rurales, ainsi qu'au sein des instituts de formation des enseignants. C'est là que sont conçus et transmises les connaissances, les ressources et les manuels scolaires utilisés pour l'éducation des enfants et jeunes ruraux. À cet égard, un défi important consiste à impliquer les communautés rurales, les communautés paysannes et indigènes, ainsi que les organisations de parents d'élèves au sein des écoles rurales, afin de revaloriser les connaissances locales sur l'agrobiodiversité et tous les éléments culturels qui, en étant travaillés avec les enfants et les jeunes, améliorent les chances que ces valeurs et pratiques perdurent dans le temps au sein des communautés.

« Le plaidoyer au sein même de l'université, la rupture de paradigmes, commence parfois par nous-mêmes, car nous considérons nos collègues avec une certaine résistance, [en pensant] « ils ne croient pas ce que je dis ». C'est ainsi que nous créons des barrières et je crois que nous devons faire tomber ces barrières, pour aider un peu ».

Marina Sánchez de Prager, UNAL

4 La notion de « plaidoyer social » se distingue du « plaidoyer politique », dont l'objectif est d'obtenir des gains sur le plan politique telles que des améliorations législatives, des budgets, etc. Le « plaidoyer social » est plus large, proche de l'idée de sensibilisation. (NdT)

5 <https://agruco.org/>

6 <http://www.hermes.unal.edu.co/pages/Consultas/Grupo.xhtml?idGrupo=951>



Image 3 : dialogues pendant le Forum.

Photo : Jacqueline Dávalos, 2023

2.2. Encourager les unités de production et territoires « leurs d'espoir »

Lors des débats, plusieurs interventions ont souligné l'importance de créer des « leurs d'espoir⁷ », autrement dit des unités de production ou des territoires où les principes de l'agroécologie sont mis en œuvre de façon adéquate. Ces leurs jouent un rôle central car elles permettent de conserver, d'enrichir, d'explorer, de vérifier et de partager les savoirs et les pratiques agroécologiques. Elles favorisent la production de preuves et constituent des lieux d'inspiration et d'apprentissage. On peut les envisager comme des niches d'innovations sociotechniques qui peuvent s'étendre lorsque les conditions deviennent plus favorables.

2.3. Développer des services utiles aux producteurs et productrices

Les producteurs et productrices de l'agriculture familiale sont les plus négligés à divers points de vue, comme cela a été exprimé lors du Forum (image 4). Pourtant, des services de natures diverses pourraient faciliter la transition agroécologique, comme par exemple :

- Services de formation et/ou d'accompagnement technique
- Services d'approvisionnement en semences et autres intrants agroécologiques
- Services de collecte et/ou de stockage des productions agricoles
- Services de soutien à la commercialisation et/ou certification
- Services de conseils de gestion
- Services de conseils juridiques (droits paysans, accès à la terre, gouvernance territoriale, démarches pour obtenir des registres sanitaires, entre autres)

⁷ Faros de esperanza en espagnol [NdT].



Image 4 : espaces de discussion avec les intervenants et intervenantes lors du Forum.

Photo : TAPSA, 2023.

« En tant que pratique, l'agroécologie motive les jeunes à rester ou à revenir à la ruralité ; il existe des jeunes motivés par l'agriculture avec cette approche agroécologique. Toutefois, il n'y a que peu d'espaces de réflexion et d'apprentissage sur l'agroécologie à leur disposition. Les jeunes sont toujours relégués au second plan. Les femmes continuent d'être invisibilisées à de multiples niveaux, en pratique et dans les politiques publiques, dans les discussions scientifiques, elles continuent d'être reléguées au second plan ».

Ronald Herrera Sánchez, SOCLA

2.4. Plaider pour des politiques publiques, des dispositifs de mise en œuvre et des budgets en faveur de l'agroécologie

La mission première des États est de défendre l'intérêt général. C'est ce qui légitime leurs capacités de régulation, de redistribution, de contrôle et de sanction. Par conséquent, les États et leurs gouvernements ont une grande responsabilité dans la création des conditions favorables à l'essor de l'agroécologie. C'est pourtant le contraire qui jusqu'à présent se produit, car les États et les institutions internationales soutiennent avant tout des réglementations qui favorisent l'agriculture à grande échelle, basée sur les pesticides, et qui criminalisent les défenseurs de l'environnement et les leaders sociaux.

Cependant, face à la crise mondiale socioécologique, et grâce à des années de plaidoyer, l'agroécologie a gagné en reconnaissance et légitimité au niveau institutionnel. Il est donc important de poursuivre les efforts pour obtenir des politiques publiques favorables aux agroécologies au niveau des territoires, des pays et à l'échelle internationale, sans croire pour autant que les États ou les institutions internationales pourront tout résoudre (voir section 3.2.).

Sur le plan international, il est regrettable que le Comité de sécurité alimentaire de la FAO, qui s'était constitué comme un espace important de multilatéralisme et de plaidoyer grâce au Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones, ait récemment été considérablement affaibli, comme l'a précisé Miriency González Zapata. Malgré cela, des efforts se sont traduits par des avancées concrètes au niveau local.

Élaboration d'une politique publique agroécologique locale concrétisée au sein du Plan départemental d'agroécologie de Valle del Cauca

La Colombie dispose de la Loi 101 de 1993 qui permet aux municipalités de créer les Conseils municipaux de développement rural, où sont réunies les organisations paysannes, les autorités, les projets qui naissent sur les territoires. « C'est à partir de là que nous pouvons dire que la mise à échelle de l'agroécologie commence... Le département du Valle del Cauca prévoit l'Ordonnance n°480 de 2018, qui nous permet désormais de participer à l'élaboration de la politique publique de l'agroécologie du département du Valle del Cauca »

Miriency González Zapata, MAELA

2.5. Influencer sur les secteurs sociaux et en particulier sur le monde universitaire

Face aux incertitudes concernant l'efficacité du plaidoyer politique (voir 3.2), une stratégie complémentaire consiste à rechercher à influencer directement sur les secteurs sociaux clés, tels que le secteur éducatif, les consommateurs et consommatrices, les syndicats paysans. En d'autres termes, comme l'a suggéré Mariana Alem d'AGRECOL Andes, il s'agit de chercher « une mise à l'échelle en profondeur », c'est-à-dire chercher à « impacter les racines culturelles » des problèmes, en modifiant « les liens, les valeurs et les croyances culturelles, les esprits et les cœurs » (Moore et al, 2015)⁸.

Un secteur fondamental sur lequel influencer est le secteur éducatif, car il constitue un instrument essentiel de transmission et d'appropriation des valeurs. Le travail effectué dans le cadre des projets « Semillas y Escuela » (Graines et écoles) et « Agricultura Familiar Andina y Escuelas Rurales » (Agriculture familiale andine et écoles rurales), présenté lors du Forum par le professeur Juan Torres Guevara (UNALM), apparaît exemplaire en ce sens. Dans le cadre de ces projets, des enseignant.e.s des communautés andines ont travaillé sur le thème de la biodiversité, permettant l'inclusion des parents dans les écoles pour partager leurs connaissances. Il a également permis d'établir un dialogue avec le monde académique et les instituts de formation des enseignant.e.s sur l'importance des connaissances traditionnelles, afin de changer leur perspective et attitude et favoriser le dialogue des savoirs ainsi que la mise en valeur des connaissances et des identités traditionnelles andines.

⁸ https://andescdp.org/sites/default/files/folder_wikis/wiki_cdp17/documentos/ScalingOutUpDeep.pdf

Mariana Alem, d'AGRECOL Andes, a partagé un autre exemple de plaidoyer social. Ainsi, afin de renforcer son impact en matière de sensibilisation en matière d'alimentation, son organisation développe des alliances avec des influenceurs et influenceuses présents sur les réseaux sociaux.

« Où les professeurs se forment-ils ? Où se trouvent les instituts pédagogiques ? Nous nous sommes donc rendus dans les trois lieux et avons parlé avec les doyens et les directeurs des centres de formation des futurs enseignants. Il y avait les centres pédagogiques et les universités régionales. C'est ainsi que nous avons initié le grand défi de nous coordonner avec les universités et les instituts pédagogiques d'Apurímac, Huánuco et Piura ».

Juan Torres Guevara, UNALM

« Actuellement, la formation dans les campagnes est synonyme de déterritorialisation. À l'école, lorsque l'on arrive au niveau secondaire, vous devez partir, puis continuer de partir, c'est le processus. La question est alors la suivante : qui sont ceux qui forment ? Quelles sont les politiques éducatives ? Il faut travailler sur les formateurs : qu'apprennent-ils pour aller ensuite faire cours dans une école ? Souvent, les institutions de formation des enseignants se situent en zone rurale, mais on n'y apprend rien de la réalité rurale ; elles sont dotées d'une grille de lecture exogène, imposée de l'extérieur. C'est là que le problème commence, il est nécessaire de remonter à la racine, aux programmes de formation ».

Ronald Herrera Sánchez, SOCLA

2.6. Renforcer les organisations de la société civile et les réseaux

Les participants du Forum ont souligné la nécessité d'unir les forces et les initiatives de plaidoyer, politique et social, via les réseaux et les alliances. Ils ont souligné en particulier la nécessité de renforcer les synergies entre organisations de producteurs et de consommateurs en ce qui concerne la production et l'offre de produits sains. Mais aussi, ils ont manifesté leur intérêt pour renforcer les espaces de dialogue et de partage, pour développer des stratégies et des méthodologies de consolidation et de mise à échelle de l'agroécologie.

Ainsi, un enjeu est de s'allier avec des acteurs académiques pour la recherche et la démonstration de la viabilité de l'agroécologie, ainsi qu'avec des organisations de consommateurs et des mouvements sociaux afin d'exercer une pression sociale et influencer pour des politiques publiques qui favorisent l'agroécologie. En ce sens, il est indispensable de pouvoir compter sur des organisations fortes, avec un bon ancrage social et des compétences, que ce soit pour promouvoir des initiatives inspirantes (*Faros de Esperanza*), développer des services aux producteurs et productrices, influencer sur les politiques publiques et en direction des différents secteurs sociaux.



Mely Abad Rojas, Pérou.
Concours « Visions de la agroécologie pour le bien vivre ». TAPSA, 2023

3. Retour sur quelques débats clés du Forum

3.1. Comment définir l'agroécologie ?

Lors du Forum, nous avons pu percevoir dans les discours des participants deux tendances concernant la définition de l'agroécologie : une tendance holistique⁹ et une tendance plus restreinte. Il nous semble important de ne pas opposer ces deux tendances, mais plutôt de soutenir que chacune à ses avantages et inconvénients, et que leur pertinence dépend des situations.

Définir l'agroécologie de façon holistique

L'agroécologie est souvent présentée comme relevant à la fois de la pratique, de la science et des mouvements sociaux. De cette manière, les savoirs et les pratiques empiriques paysannes peuvent être valorisés, tout en mettant l'accent sur la dimension éthique et politique de l'agroécologie, dont l'objectif est de contribuer à rendre possibles des sociétés plus justes et durables. La perspective holistique se caractérise par sa tendance à présenter des analyses qui reflètent la complexité des processus et des enjeux. L'agroécologie intègre ainsi des dimensions pratiques, culturelles, politiques, économiques et spirituelles. L'agroécologie s'ouvre ainsi sur des problématiques telles que la sécurité foncière, la défense des territoires, l'inclusion des producteurs et productrices dans les espaces de décision politique, l'égalité de genre, etc.

Les avantages de la perspective holistique résident dans sa capacité à susciter une compréhension intégrative des défis et à favoriser l'émergence de discours mobilisateurs fondés sur des critères éthiques et de justice sociale, en conférant ainsi à l'agroécologie une dimension politique claire. Cette perspective holistique permet la prise de conscience de l'interconnexion des enjeux, favorise les alliances entre secteurs et s'oppose fermement aux tentatives de cooptation de l'agroécologie, qui tirent avantage de définitions purement techniques et dépolitisées de l'agroécologie.

Certains considèrent comme un inconvénient de tirer autant de fils, car, cela amène l'agroécologie à englober trop de choses, dans la mesure où tout est lié. Ils soutiennent que l'on perd de vue ce qui fait l'essence de l'agroécologie, et que cela complique son analyse.

« Entre autres aspects, nous élaborons un ensemble de thématiques non négociables sur l'agroécologie, soulignant que la transition agroécologique ne peut encourager les agressions environnementales comme l'élargissement de la frontière agricole ; la production à grande échelle pour l'exportation ; la déforestation ; les incendies de forêts ; les organismes génétiquement modifiés que ce soit dans les semences ou les aliments ; l'emploi de pesticides ; la contrebande d'aliments et les importations à bas prix ; la privatisation et la brevetabilité des semences ; la production de biodiesel ; l'aliénation et l'appropriation des terres communautaires ; l'exploitation des peuples indigènes et des corps des femmes ».

María Julia Jiménez, MAB

⁹ Un exemple de définition holistique de l'agroécologie, par Steve Gliessman : « L'agroécologie est l'intégration de la recherche, de l'éducation, de l'action et du changement qui apporte de la durabilité à tous les aspects du système alimentaire : écologique, économique et social. Elle transcende les disciplines dans le sens où elle donne de la valeur à toute forme de connaissance et d'expérience en matière de changement dans le système alimentaire. Elle est participative dans le sens où elle exige la participation de tous les acteurs et actrices, de la ferme jusqu'à la table, et de tous les acteurs qui se trouvent entre ces deux points. Elle est orientée sur l'action car elle fait face à des structures de pouvoir économique et politique du système alimentaire industriel actuel avec des structures sociales et des actions politiques alternatives. Son approche se fonde sur la pensée écologique requérant une compréhension holistique et multinationale de la durabilité des systèmes alimentaires. » (Gliessman, 2018). Gliessman S, 2018, "Defining Agroecology", *Agroecology and Sustainable Food Systems*, Vol 42, issue 6, p. 599-600.

Définir l'agroécologie de façon plus restreinte

Parmi les intervenants du Forum, Miguel Altieri et Laurent Levard ont défendu l'importance de disposer d'une définition plus restreinte de l'agroécologie basée sur un nombre limité de critères. Tous deux estiment que même si la perspective holistique a son intérêt et son charme, elle tend à perdre de vue que l'agroécologie prend d'abord racine dans les unités de production et les pratiques des producteurs et productrices. Par conséquent, il est indispensable selon eux de se doter d'une définition de l'agroécologie qui se fonde sur des principes ou des critères clairement explicités. C'est là une condition pour pouvoir, en premier lieu, objectiver le degré de mise en œuvre de l'agroécologie à l'échelle des unités de production et de leurs territoires, et, à partir de là, analyser les facteurs de réussite, les difficultés et les effets des systèmes agroécologiques, que ce soit au niveau agroenvironnemental ou socioéconomique. Laurent Levard insiste sur l'importance, sur le plan analytique, de bien distinguer l'agroécologie en elle-même, des conditions qui la favorisent et des effets générés par sa mise en œuvre.

Nicholls et Altieri (2020) énoncent les principes agroécologiques pour la conception de systèmes agricoles biodiversifiés, efficaces du point de vue énergétique, conservateurs de ressources et résilients (tableau 1).

N°	Principes agroécologiques
1	Améliorer le recyclage de la biomasse , afin d'optimiser la décomposition de la matière organique et le recyclage des nutriments dans le temps.
2	Renforcer le « système immunitaire » des systèmes agricoles par l' amélioration de la biodiversité fonctionnelle — ennemis naturels, antagonistes, entre autres — et en créant des habitats adéquats.
3	Créer les conditions les plus favorables au niveau des sols pour faire pousser les plantes, en particulier à travers la gestion de la matière organique et l'augmentation de l'activité biologique des sols.
4	Minimiser les pertes d'énergie, d'eau, de nutriments et de ressources génétiques à travers l'amélioration de la préservation et la régénération des ressources hydriques, des sols et de l'agro-biodiversité.
5	Diversifier les espèces et les ressources génétiques dans l'agroécosystème au fil du temps et dans l'espace à l'échelle des champs et du paysage.
6	Améliorer les interactions biologiques bénéfiques et les synergies entre composantes de l'agro-biodiversité, en promouvant ainsi les processus et les services écologiques essentiels.

Tableau 1 : Les principes agroécologiques pour la conception de systèmes agricoles biodiversifiés, efficaces du point de vue énergétique, préservateurs des ressources et résilients (Nicholls y Altieri, 2020, p. 5)¹⁰.

De son côté, Laurent Levard (2023) propose six critères à prendre en compte pour caractériser les unités de production depuis une perspective agroécologique (tableau 2).

¹⁰ Nicholls C. & Altieri M., 2020, Estimando el "estado" agroecológico de una finca : una herramienta de evaluación rápida, CELIA, Boletín Científico n°4.

Critères	Sous-critères
1. Biodiversité cultivée et d'élevage	1.1. Diversité de cultures
	1.2. Animaux d'élevage
2. Synergies	2.1. Intégration agriculture-élevage
	2.2. Rotations et associations de cultures
	2.3. Intégration des arbres dans le système de production agricole
	2.4. Contribution du système de production agricole à la connectivité entre les différents éléments de l'agrosystème et du paysage
3. Économie et recyclage des éléments	3.1. Recyclage de la matière organique et des nutriments
	3.2. Gestion de l'eau
	3.3. Énergie
4. Autonomie du système résultant de la valorisation des ressources de l'écosystème, des synergies et de l'économie et du recyclage des éléments	4.1. Autonomie globale en intrants et autres moyens de production
	4.2. Pratiques de fertilisation
	4.3. Protection phytosanitaire et sanitaire
	4.4. Ressources génétiques
5. Protection des sols	5.1. Pratiques de lutttes antiérosives et de protection des sols
	5.2. Couverture des sols
6. Contribution à la territorialisation et à la viabilité écologique du système alimentaire	6.1. Valorisation des variétés et espèces locales et des savoir-faire locaux pour la préparation des aliments
	6.2. Produits commercialisés sur le territoire
	6.3. Relations avec les consommateurs
	6.4. Contribution à la limitation des pertes agricoles et du gaspillage alimentaire

Tableau 2 : Critères et sous-critères pour doter les fermes de l'approche agroécologique selon le GTAE (Levard et al., 2023, p. 294) ¹¹

3.2. Qu'attendre du plaidoyer politique ?

Lors du Forum, de nombreux débats ont émergé sur les défis et les stratégies à adopter pour promouvoir, étendre ou généraliser l'agroécologie. Ces débats ont notamment interrogé le rôle que peuvent jouer ou non les politiques publiques. Deux perspectives sont ressorties : un point de vue réformiste, mettant en avant la nécessité d'investir les brèches ouvertes dans les réglementations existantes, et une perspective plus radicale, pointant qu'il y a beaucoup de naïveté à croire que les cadres et les instruments politiques existants constituent un socle pertinent pour construire de nouvelles réglementations.

Un point de vue réformiste

La position réformiste a été particulièrement présente dans l'intervention de Merelyn Valdivia-Díaz (FAO), mais aussi dans les stratégies de la majorité des organisations de la société civile présentes lors du Forum.

À partir d'études menées en Colombie, au Pérou et en Équateur, Merelyn Valdivia-Díaz a argumenté qu'il existe de nombreuses réglementations et politiques publiques qui pourraient être utilisées et/ou

¹¹ Levard L. (coord.), 2023, Guide pour l'évaluation de l'agroécologie. Méthode pour apprécier ses effets et les conditions de son développement, Editions du Gret - Editions Qu®, 320 p.

réorientées pour promouvoir l'agroécologie (Valdivia-Díaz & Le Coq, 2022a¹², 2022b¹³ ; Valdivia-Díaz, Le Coq, Daza, 2022¹⁴). Ces réglementations peuvent cibler directement le secteur agricole ou l'agroécologie, ou favoriser indirectement l'agroécologie par l'intermédiaire d'enjeux transversaux tels que la sécurité alimentaire ou la biodiversité.

« Pour mettre à échelle l'agroécologie, cela ne doit pas nécessairement passer par une politique strictement conçue pour l'agroécologie, car cela prend beaucoup de temps à mettre en place ; une politique peut aussi être faite pour différents domaines... Nous pourrions dialoguer et essayer d'avoir plus d'influence sur différents domaines, que ce soit celui de la durabilité, de la sécurité alimentaire, du climat, de la biodiversité, etc. »

Merelyn Valdivia-Díaz, équipe Société civile à la FAO

Selon Merelyn Valdivia-Díaz, le plaidoyer politique devrait se focaliser en premier lieu sur cet objectif réformiste, car la probabilité d'obtenir des bénéfices à court terme est plus élevée. Cependant, Merelyn Valdivia-Díaz concède qu'il ne faut pas tout attendre des politiques publiques, c'est-à-dire des stratégies de mise à échelle « verticale », et que les stratégies horizontales sont également importantes.

Il faut souligner que de nombreux participants du Forum ont insisté sur l'importance de l'échelon local et territorial pour mener à bien de tels efforts de plaidoyer politique. Il a également été souligné que l'obtention d'une politique publique n'est pas suffisante. Au-delà, l'un des aspects critiques est sa mise en œuvre. Les participants du Forum ont unanimement convenu qu'il existe de nombreuses lacunes à cet égard. C'est pourquoi, César Escobar a recommandé de prêter attention aux mécanismes de gestion et de mise en œuvre, en incluant les budgets alloués.

Un point de vue plus radical

D'un autre côté, des interventions assez critiques sur de telles stratégies réformistes se sont également fait entendre. Par exemple, Miguel Altieri a soutenu que la réglementation actuelle est tellement opposée à l'agroécologie qu'elle ne peut pas constituer une bonne base pour la promouvoir. Selon lui, il faudrait reconstruire les réglementations à partir d'une page blanche. Ce point de vue soutient que les efforts de plaidoyer politique ne donnent que peu de résultats, car bien souvent, les bonnes initiatives perdent leur potentiel sous la pression d'intérêts privés qui détournent les réglementations ou font qu'elles restent lettre morte, sans capacité de mise en œuvre. Miguel Altieri reconnaît que l'on peut trouver des exemples de politiques publiques en faveur de l'agroécologie, mais il estime qu'elles sont toujours fragiles, citant le cas du Brésil où des années de lutte ont été anéanties par l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro. Ainsi, le plaidoyer politique devrait rester à la périphérie des stratégies de promotion de l'agroécologie.

12 Valdivia-Díaz M & Le Coq JF. 2022. *Propuesta de hoja de ruta para el escalamiento de la Agroecología en Perú*. CCAFS Info Note. Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS). <https://www.cgiar.org/research/publication/propuesta-hoja-ruta-escalamiento-agroecologia-peru/>

13 Valdivia-Díaz, M & Le Coq, JF. 2022. *Propuesta de hoja de ruta para el escalamiento de la Agroecología en Ecuador*. CCAFS Info Note. Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS). <https://www.cgiar.org/research/publication/propuesta-hoja-ruta-escalamiento-agroecologia-peru/>

14 Valdivia-Díaz, M, Le Coq JF, Daza P. 2022. *Propuesta de hoja de ruta para el escalamiento de la Agroecología en Colombia*. Note d'information du CCAFS. Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS). <https://www.cgiar.org/research/publication/propuesta-hoja-ruta-escalamiento-agroecologia-colombia/>

« Je pense que toute ce scénario de politiques agricoles existantes a été créée non pas pour soutenir l'agroécologie mais comme un modèle capitaliste néolibéral de l'agriculture, et ce que l'on voit maintenant, c'est la manière de mettre à échelle l'agroécologie au sein de ces institutions et comment insérer l'agroécologie dans telle ou telle loi. Je crois qu'il nous faut penser un tout autre scénario, avec des lois qui naissent de la conception agroécologique, plutôt que de chercher comment faire entrer l'agroécologie s'imbrique dans les cadres institutionnels existants ».

« Je perçois le processus de passage à l'échelle non pas tel que nous en discutons au niveau institutionnel, politique, etc., mais plutôt à partir de ces espaces d'espoir [*Faros de Esperanza*] qui commencent à se multiplier. Des changements commencent à se produire au niveau local, malgré l'institutionnalité nationale et internationale qui nous écrase. Ces espaces se créent, existent et se multiplient de nombreuses façons. C'est sur cela que je mise ».

« Je ne crois pas qu'en Colombie, au Pérou, en Équateur ou en Bolivie l'agroécologie soit mise à échelle depuis le niveau national. Ce qui peut se produire c'est que les expériences pilotes, les phares agroécologiques, commencent à se multiplier peu à peu. Je ne sais pas si la somme de tous ces changements locaux mènera à un changement global. Je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est que ces espaces porteurs d'espoir se créent aux échelons locaux et s'étendent de différentes façons, à travers les chansons, la poésie et toute une série de mécanismes ».

Miguel Altieri, CELIA

Depuis le programme TAPSA, nous considérons que le plaidoyer politique est nécessaire, sans pour autant être naïfs. Les mouvements sociaux, les ONG et tous les citoyens et citoyennes ont la responsabilité d'interpeler les décideurs, du niveau local à l'international, pour les confronter à leurs responsabilités. Leur pouvoir de régulation, de contrôle et de financement, ainsi que de blocage, est si élevé qu'il est impossible de ne pas prendre en compte ces acteurs et leurs outils juridiques. Cependant, il est vrai que le plaidoyer politique peut mener à des résultats limités et à la frustration ; c'est pourquoi il est indispensable de s'appuyer également sur d'autres stratégies, plus horizontales.

Image 5 :
Espaces de dialogue
et d'échange
respectueux des
différentes opinions.

Photo : Jacqueline
Dávalos, 2023



3.3. Manque-t-on de preuves en faveur de l'agroécologie ?

L'un des reproches récurrents adressé à l'agroécologie repose sur l'idée que ses avantages agro-environnementaux et socio-économiques manqueraient de fondement et de preuves scientifiques. La capacité des systèmes agroécologiques à alimenter les populations et à contribuer au développement économique, est particulièrement mise en question. Cette critique persiste en dépit des nombreuses preuves des vertus des systèmes agroécologiques. Il s'agit là sans doute d'une stratégie défensive de la part des lobbies et des décideurs qui, entre temps, peuvent maintenir le statu quo industria-lo-extractiviste.

Cependant, il existe d'ores-et-déjà dans la littérature scientifique de nombreuses preuves des avantages des systèmes agroécologiques. De nombreux exemples sont disponibles, par exemple le Bulletin n°5 du CELIA intitulé *Documentando la evidencia en agroecología : una perspectiva Latinoamericana* (Altieri et al., 2021)¹⁵.

Lors du Forum, Miguel Altieri a mis surtout l'accent sur le rappel des avantages agronomiques et environnementaux des systèmes agroécologiques :

- Il existe de nombreuses preuves sur la façon dont la gestion agroécologique améliore la vie et le fonctionnement des sols, avec des avantages pour la production tels que la disponibilité en eau et nutriments, ainsi que la résistance aux ravageurs. Ces propriétés sont étroitement liées à la matière organique présentes dans les horizons superficiels des sols, là où se trouve essentiellement la vie et sur lesquels dépend réellement la production des cultures.
- Les systèmes agroécologiques démontrent une résistance accrue aux maladies et aux ravageurs, ce qui s'explique par l'importance de leur biodiversité au niveau des parcelles et des paysages. La biodiversité crée des barrières physiques freinant la progression des ravageurs et de leurs vecteurs, et favorise les ennemis naturels des ravageurs ou l'activation de processus chimiques limitant le développement des populations nuisibles (allélopathie).
- Les systèmes agroécologiques sont plus efficaces que les systèmes de monoculture : très souvent, leurs niveaux de productivité globaux de la terre et de l'eau sont supérieurs à ceux des systèmes de monoculture.
- Les systèmes agroécologiques présentent une plus grande régularité sur le plan de la production globale annuelle. En d'autres termes : ils offrent une plus grande résilience et sécurité alimentaire pour les familles. Les systèmes agroécologiques sont plus résistants et résilients face aux événements climatiques extrêmes, grâce à la complexité du paysage environnant et des pratiques de gestion des sols.

« [...] les preuves agroécologiques existent. Il existe des méta-analyses qui démontrent les effets positifs de l'agroécologie sur la fertilité des sols, sur les rendements, le recyclage, les nutriments, la séquestration de carbone, la régulation du climat, le contrôle des bioagresseurs, la biodiversité, la pollinisation. Il existe des milliers de références scientifiques, et nous les avons présentées, mais ils [les politiques] ne veulent rien entendre, car il existe un blocage idéologique ».

¹⁵ Altieri et al., 2021. *Documentando la evidencia en agroecología : una perspectiva Latinoamericana*. CELIA, Boletín 5. <http://celia.agroeco.org/wp-content/uploads/2021/07/Evidencias-agroecologicas-CELIA-Boletin-5.pdf>

« Je pense que l'enjeu maintenant est de mobiliser les connaissances, car elles sont là, les preuves sont là. Comment nous mobilisons-nous pour soutenir ces expériences [sur les territoires] ».

Miguel Altieri, CELIA

Si le Forum nous a permis de rappeler les vertus agroenvironnementales des systèmes agroécologiques et de présenter les preuves pour les étayer, ce fut moins le cas pour les vertus socioéconomiques. Le Bulletin n°5 de CELIA (Documenter les preuves en agroécologie) permet de soutenir que de telles preuves existent (Altieri et al., 2021). Cependant, ces preuves dépendent de nombreux facteurs conjoncturels et doivent être toujours mises à jour afin d'être en phase avec les réalités dynamiques des territoires et des familles et, ainsi, de pouvoir peser dans les processus de plaidoyer. Ainsi, parmi les nombreuses questions de recherche à approfondir, il serait important de produire davantage de preuves sur les vertus socio-économiques des systèmes agroécologiques : dans quelle mesure les systèmes agroécologiques offrent-ils des conditions de vie attractives pour les familles rurales, en considérant différents critères tels que les revenus, la charge et la qualité du travail, la sécurité alimentaire...? Dans quelles conditions l'agroécologie pourrait-elle devenir plus attractive tant pour les producteurs et productrices que du point de vue des décideurs ?

D'autre part, le Forum a insisté sur la nécessité de rendre visible les dommages causés par les systèmes alimentaires et agricoles basés sur les pesticides. En effet, bien qu'il soit évident que les pesticides ont des impacts épidémiologiques extrêmement graves sur les écosystèmes et la santé humaine, peu de preuves scientifiques le démontrent. Ceci s'explique par le fait que la plupart des recherches sur les effets des pesticides sont effectuées par les firmes de l'agrobusiness elles-mêmes, et par des décisions politiques qui limitent de telles recherches de la part des institutions publiques ou indépendantes. Cette situation génère une forme d'ignorance institutionnelle stratégique favorisant les pesticides. Par conséquent, les efforts de plaidoyer doivent viser à obtenir une révision des mécanismes d'évaluation et d'autorisation des pesticides afin d'accroître la transparence et davantage de ressources publiques dédiées à la recherche sur les effets des pesticides.

Ainsi, bien qu'il existe d'ores-et-déjà d'importants faisceaux de preuves, la production et la diffusion de celles-ci, l'étude de cas inspirants, sont essentiels pour pouvoir continuer d'influer sur les politiques publiques, nourrir le plaidoyer social et, de façon centrale, améliorer les propositions techniques. De fait, pour convaincre les personnes dans les territoires et améliorer les systèmes agroécologiques, il s'avère très utile de disposer d'études actualisées ancrées dans leurs territoires et réalités. Cependant, il est important de ne pas être naïf quant au potentiel transformateur des preuves en elles-mêmes. Les politiques publiques sont souvent bien plus influencées par les jeux de pouvoir que par des arguments scientifiques et logiques. Par conséquent, la production de preuves seule est insuffisante. Il est nécessaire d'avoir des mouvements sociaux forts, informés et capables d'avoir une incidence politique au sein de différents espaces.

3.4. Quels savoirs et quelles technologies pour l'agroécologie ?

La thématique des savoirs et des technologies a été largement abordée lors du Forum, avec des points de vue faisant plus ou moins consensus. Parmi les idées les plus consensuelles, on peut citer l'importance de visibiliser et reconnaître la valeur des connaissances empiriques paysannes et des

peuples autochtones ; ou encore, l'importance de favoriser le dialogue des savoirs entre ces mêmes connaissances et la science, en cherchant à éviter que la science n'adopte une posture dominante et violente sur le plan symbolique.

« En ce qui concerne la recherche, nous souhaitons que les savoirs des paysans, des peuples autochtones et des afro-descendants soient visibilisés et dignifiés par l'université et par chacun d'entre nous ».

Fernando Álvarez, Secrétariat du développement rural, de l'agriculture et de la pêche, Valle del Cauca

« [...] dans l'agroécologie, nous travaillons de plus en plus avec la Recherche-Action Participative (RAP), car l'extraction des connaissances est aussi violente que les autres types d'extractivismes biophysiques ».

Georgina Catacora Vargas, SOCLA

Les débats ont surtout émergé lorsqu'il s'est agi de s'interroger sur les technologies compatibles avec l'agenda agroécologique. Par exemple, que pouvons-nous attendre des nouvelles technologies de communication ou des biotechnologies ? Quelles sont leurs limites ou leurs risques ? On peut considérer que le potentiel des technologies de l'information et de la communication n'a pas été, jusqu'à présent, exploré depuis la perspective de l'agriculture familiale agroécologique à petite échelle. Cependant, rejeter complètement l'approche de la *Smart Agriculture* ou de l'agriculture connectée en raison de leurs coûts, du fait qu'elles sont développées avant tout pour les firmes agroindustrielles et qu'elles ont un impact négatif en termes d'autonomie cognitive, technique et financière, ne veut pas dire que les technologies connectées ne sont pas intéressantes pour les petites exploitations familiales sous certaines conditions. Il en va de même pour les technologies intermédiaires, considérées comme adéquates par certains promoteurs de l'agroécologie.

Dans cette réflexion, il est important par ailleurs de tenir compte de l'intérêt des populations paysannes et indigènes pour accéder à de telles technologies. Selon le professeur Juan Torres Guevara, il faut envisager cet intérêt avec pragmatisme.

« Nous-mêmes avons évolué et sommes passés de la connaissance traditionnelle à la connaissance locale ; il peut y avoir une terrasse, mais si un agriculteur est convaincu par l'irrigation par aspersion, il l'adopte. Nous avons évolué, sortant peu à peu du fondamentalisme de l'ancestral pour intégrer les contributions contemporaines. Cela nous est également arrivé avec les cultures. Avant, nous disions : « pas de cultures introduites », mais toutes les Andes péruviennes mangent des fèves et veulent des fèves, alors que les fèves sont originaires de Méditerranée ».

Juan Torres Guevara, UNALM

Ainsi, lors du Forum, on a pu constater dans les discours une claire ouverture à l'innovation technologique, mais en même temps, une grande prudence. Il ne s'agit plus de valoriser aveuglément les nouvelles technologies — comme ce fut le cas pendant des décennies de domination du paradigme techniciste —, mais bien d'évaluer leur potentiel au prisme de critères d'utilité sociale. Le problème est que bien souvent, les propositions technologiques émanent d'entreprises qui ne visent que l'amélioration de leurs profits, le renforcement de leur pouvoir et capacité de contrôle, et non l'utilité sociale. Cette conviction sous-tend implicitement tout le débat sur les technologies pour l'agroécologie.

« Il ne faut pas voir les technologies comme un mal : elles sont les bienvenues si elles sont sociales, qu'elles servent les communautés. Il faut les utiliser en évitant des aspects tels que la violence symbolique du pouvoir extérieur, qui se présente parfois de façon déguisée, que ce soit au nom de l'agroécologie ou de tout autre terme, comme par exemple l'agriculture climatiquement intelligente, les hydrogels ou autres technologies imposées sur les territoires, avec l'un ou l'autre discours, par l'intermédiaire de politiques publiques, de sociétés privées, et qui causent de nombreux effets. Il faut faire attention à ces grandes entreprises et multinationales qui viennent s'ancrer et coopter la pensée agroécologique ».

Ronald Herrera Sánchez, SOCLA

« Mais la technologie englobe également des pratiques culturelles, d'autres types de constructions, pas forcément des sophistiquées sur le plan électronique. Je crois qu'un élément central dans les possibilités de la technologie pour renforcer les processus ruraux et les processus des jeunes en particulier, est lié à une idée que soulevait Ivan Illich autour des « outils conviviaux », dans la façon dont les divers outils disponibles ont certaines caractéristiques permettant de savoir s'ils servent véritablement ou s'ils vont à l'encontre des communautés. Par exemple : ces technologies qui arrivent, sont-elles sous contrôle du territoire ? Accompagnent-elles les processus d'accumulation ? ».

Julian Ariza Arias, SOCLA

« Concernant les technologies et l'intelligence artificielle, je pense qu'il est essentiel de les resituer dans un contexte. Il faut adopter une pensée systémique et se poser des questions telles que : quel problème tentent-elles de résoudre ? S'attaquent-elles à la cause ou aux symptômes du problème ? Qui sont les personnes affectées ? À qui cela profite ?, etc. ».

Georgina Catacora Vargas, SOCLA

« Lorsque nous utilisons ces technologies, surtout les technologies numériques, les données que vous générez avec des drones, des téléphones portables et des applications ne restent pas seulement au sein de la communauté : elles finissent dans certains lieux où toute cette information est réunie pour savoir où seront les semences, l'eau, etc. dans le futur. Cela doit également être pris en considération. Croyez-vous qu'ils développent ces technologies seulement pour faciliter la communication ? Non, cela fait partie du contrôle qu'ils peuvent exercer. Tout comme ils contrôlent les semences, les engrais, etc., ils contrôlent l'information, ce qui est fondamental. Il faut donc également être prudent face à cela ».

« Concernant les brevets, l'un des avantages et l'une des raisons pour lesquelles l'industrie et l'agrobusiness s'opposent à l'agroécologie, c'est qu'ils ne peuvent pas capturer avec des brevets ou contrôler les services écosystémiques ».

Miguel Altieri, CELIA



Andrés Felipe García Grajales, Pérou.
Concours « Visions de la agroécologie pour el buen vivir ». TAPSA, 2023

Conclusion

Ce Forum a réaffirmé la nécessité de trouver et de promouvoir, avec l'agroécologie, des opportunités de vie digne pour des millions de foyers appauvris de l'agriculture familiale, des aliments sains pour les tables des villes et un environnement aux écosystèmes restaurés.

Toutefois, de nombreuses interventions ont convergé vers le même constat que les contextes demeurent très défavorables à la mise à l'échelle de l'agroécologie. Cette situation est due en grande partie à la domination des intérêts extractivistes et agro-industriels et ce malgré la nécessité de plus en plus évidente de l'agroécologie face aux conséquences du dérèglement climatique et des incertitudes géopolitiques et financières. Ce constat invite à l'humilité et à se fixer des objectifs atteignables à moyen terme.

Ces objectifs et leurs déclinaisons opérationnelles dépendent indéniablement de chaque type d'acteur. Il est différent d'agir en tant qu'ONG nationale ou internationale, bailleur de fonds, acteur académique, mouvement social, organisation de consommateurs ou organisation paysanne. Toutefois, deux grands objectifs complémentaires peuvent être identifiés pour contribuer à la mise à l'échelle ou la massification de l'agroécologie. Le premier consiste à continuer à encourager la mise en œuvre de systèmes de production agroécologiques afin d'éviter la perte des savoirs agroécologiques empiriques, qui constituent un patrimoine immatériel de grande valeur, et de favoriser leur actualisation et leur transmission. Le second est de chercher à tisser des alliances et de continuer à influencer à tous les niveaux, afin que les différents acteurs et secteurs sociaux fassent la promotion de l'agroécologie depuis là où ils se trouvent, avec leurs discours, leurs pratiques, leurs décisions et leurs modes de vie et alimentation.

Le Forum a clairement fait ressortir l'importance de l'éducation formelle et informelle en l'agroécologie, dès l'enfance et jusqu'à l'âge adulte. Il a également mis en évidence l'importance de concevoir le rural en lien avec l'urbain, car leurs destinées sont étroitement interdépendantes, notamment en ce qui concerne notre capacité ou incapacité collective à préserver la nature et les agroécosystèmes biodiversifiés. Le Forum a permis de découvrir des exemples de constructions sociopolitiques inspirantes, telles que le Plan de développement de la Municipalité de Buga (Valle del Cauca) et le Plan de développement du Département de Valle del Cauca.

A tout cela s'est ajouté le plaisir d'avoir été réunis en Colombie au moment même où le Congrès colombien a officiellement reconnu dans la Constitution les paysans et paysannes comme sujets de droits et de protection spéciale.



Image 6 :
Participant-e-s au
Forum.

Photo : Jacqueline
Dávalos, 2023

Comité organisateur :

CCFD-Terre Solidaire, UNAL-Sede Palmira, IMCA, IPDRS, CBC

TAPSA financé par :

CCFD-Terre Solidaire, AFD, Manos Unidas
Fondation ACTES, Sœurs Auxiliatrices

Édition :

IPDRS



ISBN: 978-9917-9737-0-6



9 789917 973706